

Les organismes qui interviennent dans le déroulement des actions destinées à la validation des acquis de l'expérience tiennent une comptabilité distincte pour cette activité lorsqu'ils exercent simultanément plusieurs autres activités.

R. 6352-19

Décret n°2016-1026 du 26 juillet 2016 - art. 92

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Sans préjudice des *dispositions du I de l'article L. 822-1 du code de commerce* applicables aux sociétés anonymes, les dispensateurs de formation de droit privé désignent au moins un commissaire aux comptes et un suppléant lorsqu'ils dépassent, à la fin de l'année civile ou à la clôture de l'exercice, les chiffres fixés pour deux des trois critères suivants :

- 1° Trois pour le nombre des salariés ;
- 2° 153 000 euros pour le montant hors taxe du chiffre d'affaires ou des ressources ;
- 3° 230 000 euros pour le total du bilan.

R. 6352-20

Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les dispensateurs de formation de droit privé ne sont pas tenus à l'obligation de désigner un commissaire aux comptes lorsqu'ils ne dépassent pas les chiffres fixés pour deux des trois critères définis à l'article **R. 6352-19** pendant deux exercices successifs.

R. 6352-21

Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le montant du chiffre annuel mentionné à l'article **L. 6352-9** est fixé à 152 449, 02 euros hors taxes.

service-public.fr

> La désignation d'un commissaire aux comptes est-elle obligatoire ? : Organisme de formation privé

Section 5 : Bilan pédagogique et financier

R. 6352-22

Décret n°2019-1143 du 7 novembre 2019 - art. 4

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le bilan pédagogique et financier prévu à l'article **L. 6352-11** indique :

- 1° Les activités de formation conduites au cours de l'exercice comptable ;
- 2° Le nombre de stagiaires et apprentis accueillis ;
- 3° Le nombre d'heures de formation suivies par les stagiaires et les apprentis, ainsi que le nombre d'heures de formation dispensées, en fonction de la nature, du niveau, des domaines et de la durée des formations ;
- 4° La répartition des fonds reçus selon leur nature et le montant des factures émises par le prestataire ;
- 5° Les données comptables relatives aux prestations de formation professionnelle.

service-public.fr

> Déclaration d'activité des formateurs ou organismes de formation : Bilan pédagogique et financier

R. 6352-23

Décret n°2021-900 du 5 juillet 2021 - art. 4

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le prestataire de formation déclaré adresse au préfet de région et, lorsque ce bilan est adressé selon les modalités définies au second alinéa, au ministère chargé de la formation professionnelle, son bilan pédagogique et financier avant le 30 avril de chaque année.